

LES DOMINIONS SERONT CONSULTÉS

Lloyd George déclare hier à la Chambre que le moment est venu où il faut consulter les colonies autonomes sur le développement et la conduite de la guerre, sur les mesures à prendre pour assurer la victoire et sur les méthodes d'affaires à employer pour en recueillir les fruits.

Le service national calqué sur celui de l'Allemagne sera établi dans le Royaume-Uni -- Pas de paix sans réparations et garanties.

"SANS MOBILISATION NATIONALE, ASSURE LE PREMIER MINISTRE, NOUS NE POURRONS PAS GAGNER"

Londres, 20.—Les vétérans de la politique anglaise ont été témoins, hier, d'une des scènes les plus importantes qu'ils aient vues. En effet, M. Lloyd George, le nouveau premier ministre, a annoncé que le premier acte de son administration est de rejeter l'offre de conclure une conférence de la paix fait par les empires centraux. M. Lloyd George a dit qu'avant de prêter une oreille favorable aux propositions de l'ennemi, les Alliés doivent savoir si l'Allemagne est prête à "faire une restitution complète de ce qu'elle a pris, à faire des réparations complètes et à donner des garanties efficaces". Après avoir touché aux problèmes de la mobilisation des ressources nationales, de l'unité d'action entre les Alliés, de l'alimentation et du transport, après avoir effleuré la question irlandaise, l'orateur a prononcé les paroles suivantes au sujet des Dominions :

LE ROLE DES DOMINIONS

"Maintenant, pour ce qui est des Dominions, les ministres ont reconnu à maintes reprises le splendide concours que de leur plein gré les colonies ont donné à la métropole dans la lutte qu'elle livre pour la cause de l'humanité. Les colonies ont reconnu que nos efforts ne sont pas égoïstes, que le conflit n'est pas simplement européen et de grandes questions mondiales sont en jeu qui intéressent autant leurs enfants que les nôtres. La nouvelle administration éprouve autant de gratitude que l'ancienne pour la superbe valeur manifestée par nos parents outremer dans tant de glorieux combats, mais je veux dire que nous croyons le moment venu où il faut consulter de façon plus formelle les Dominions sur le développement et le cours de la guerre, sur les mesures à prendre pour assurer la victoire, et sur les méthodes d'affaires à employer pour en recueillir les fruits.

Nous nous proposons donc, à brève échéance, de convoquer une conférence impériale dans laquelle nous exposerons toute la situation aux Dominions, et pour conférer avec eux sur les moyens à prendre ensemble pour amener une prompt et complète victoire pour les idéaux qui nous sont communs."

M. Lloyd George a rappelé qu'au moment même où l'Allemagne redécouvrait sa note et portait des droits des autres nations elle amenait les Belges en esclavage.

M. Asquith a trouvé même des accents encore plus vigoureux pour appuyer la décision prise par le premier ministre au sujet des ouvertures de paix. Presqu'un même moment, lord Curzon informait les lords que le gouvernement ne prendrait pas part à une conférence qui n'assurerait pas en Europe l'existence et l'indépendance des nations, grandes et petites. La principale partie du programme de M. Lloyd George comporte une mesure de service national calquée sur les dernières dispositions prises par Berlin et qui entraîne l'enrôlement de tout homme et l'obligé à accomplir la besogne à laquelle le gouvernement le jugera apte.

DISCOURS DE M. LLOYD GEORGE

M. Lloyd George a déclaré en substance :

"Pour le présent, dit-il, il n'y a pas de réelles propositions de paix devant nous. Ecouter les vagues propositions de l'Allemagne sans connaître réellement ses intentions serait se mettre la corde au cou. En conséquence, notre réponse sera ce que notre attitude actuelle fait prévoir.

"Chacun des alliés est arrivé séparément aux mêmes conclusions et je suis très heureux des réponses que j'ai reçues de la France et de la Russie. Les Alliés doivent insister sur les réparations nécessaires et sur une complète garantie à l'avenir contre le militarisme prussien, qui depuis plus d'un demi-siècle ne cesse de troubler l'Europe. La réponse formelle des Alliés ne sera donnée que dans quelques jours.

"Tous les excès, a dit M. Lloyd George, tous les outrages tous les crimes qui ont été commis sur terre et sur mer par les Allemands, les Autrichiens, les Turcs et les Bulgares indifféremment, ne peuvent être palliés par quelques phrases vaines sur l'humanité qui leur reviendraient tout à coup ; nous voulons autre chose que des chiffons de papier dont on fait fi ; nous voulons des conditions déterminées avec des garanties de leur exécution, afin de nous mettre en garde contre de possibles manques de foi dans l'avenir, comme il y en a eu dans le passé. Et en attendant, nous mettons toute la confiance inébranlable que nous avons toujours eue et que nous avons plus que jamais dans notre cause, sous la protection de nos vaillantes armées qui sont encore intactes sur tous les fronts."

RESTITUTIONS, REPARATIONS, GARANTIES

"Pour qu'il n'y ait pas de malentendu, et il est important qu'il n'y ait pas de malentendu quand il s'agit de la vie ou de la mort de millions d'êtres, je dis : Nous exigeons une restitution complète, des réparations complètes et des garanties suffisantes". Une seule phrase prononcée par le chancelier allemand indiquait-elle qu'il est prêt à souscrire à de telles conditions ? Au contraire, la teneur et la forme de ce discours constituent une négation de la paix aux seuls termes auxquels elle est possible. Le chancelier ne se doute même pas que l'Allemagne a violé les droits des nations en envahissant et en opprimant la Belgique. Qui nous garantit que le passé ne se répétera pas, et que si nous signons un traité de paix, nous aurons extirpé le militarisme prussien ? Malgré notre désir de la paix et l'horreur que nous inspire la guerre, ce discours laisse peu d'espoir dans une paix honorable et durable. Il est rempli de l'arrogance du militarisme allemand triomphant. Nous devons fixer constamment les yeux sur ce pourquoi nous sommes entrés dans la lice, sans cela tous les sacrifices consentis auront été vains.

Quand la note dit que les empires centraux ont été forcés de prendre les armes pour défendre leur existence nationale, cela n'est destiné qu'à tromper le peuple allemand et qu'à lui faire appuyer les visées de la caste prussienne. Qui a jamais songé à mettre fin à l'existence nationale de ces pays ou d'entraver leur développement ? Les Alliés sont entrés en guerre pour défendre l'Europe contre la menace de la domination du militarisme prussien. Depuis qu'elle est tombée au pouvoir de la caste militaire, la Prusse a toujours été une mauvaise voisine. Deux fois pendant la génération actuelle elle a proféré des menaces et a placé l'Europe entre l'alternative de la guerre ou de l'humiliation. Nous attendons donc qu'elle offre des garanties plus sûres. Entre temps mettons plutôt notre confiance dans une armée intacte, que dans une promesse violée.

MOBILISATION CIVILE

La tâche la plus urgente à remplir par le gouvernement c'est le parachèvement et l'exécution plus efficace de la mobilisation de toutes les ressources nationales, afin que l'Angleterre puisse soutenir l'effort quelque long et quelque épuisant qu'il soit, jusqu'à la victoire. Qu'on soit bien averti, les gens qui ont donné leur appui au nouveau gouvernement dans l'espoir qu'il va amener une prompt victoire seront déçus. Je ne brosserai pas un sombre tableau de la situation militaire, cela ne serait pas conforme à la vérité, mais je dirai les choses comme elles sont, car je considère que la source de plusieurs malentendus provient d'opinions exagérées entretenues au sujet de certains succès et du penchant à regarder comme des vérités de véritables reculs. C'est méconnaître le peuple anglais que de croire qu'on peut obtenir son appui seulement en lui cachant la vérité. La Grande-Bretagne n'a jamais déployé davantage ses plus belles qualités qu'aux jours où elle s'est trouvée placée en face d'un danger véritable et en sa conscience.

"L'échec de la Roumanie est fâcheux, dit-il, mais s'il peut prolonger un peu la guerre, il ne peut en changer le cours. Cela pourrait même avoir un effet salutaire en appelant l'attention des Alliés sur certains défauts de leur organisation. Des mesures énergiques ont déjà été prises pour remédier à la situation roumaine."

Nous avons pris des dispositions pour que ce désastre n'amène pas des conséquences plus sérieuses. Voilà pourquoi nous avons agi vigoureusement en Grèce depuis quelques jours. Nous n'entendons pas courir de risques. Nous avons décidé de reconnaître les représentants de Venizélos.

SUR DE LA VICTOIRE ULTIME

L'orateur, parlant ensuite du front occidental, rappelle que l'armée anglaise nouvellement formée a vaincu de jour en jour et de semaine en semaine l'armée la mieux organisée et la plus puissante que le monde ait jamais vue, et a passé au travers des retranchements les plus formidables. Conséquemment, me basant sur ces faits, je suis convaincu comme tous jours de la victoire ultime si la nation fait preuve d'autant de constance, d'autant de valeur, et se montre aussi prête à se sacrifier, à apprendre et à souffrir que je fait la grande armée de nos fils en France.

LES REMANIEMENTS MINISTÉRIELS

M. Lloyd George parle ensuite des changements opérés dans le gouvernement. Je veux éviter, dit-il, toute allusion qui puisse prêter matière à discussion et soulever de l'irritation. J'ai exposé dans des lettres mon attitude à l'égard de mon ancienne administration et les raisons de ma démission, mais une controverse sur des faits du passé ne servirait de rien pour l'avenir. La Chambre a pu se rendre compte que les fonctions de premier ministre et de chef du gouvernement à la Chambre sont distinctes. Cela provient de ce que la tâche de chef du gouvernement au parlement n'est pas une sinécure, même en temps de guerre, et que le cumul de ces deux charges est trop écrasant pour un seul homme. La nouvelle administration diffère de

toutes les précédentes d'abord par la concentration des pouvoirs exécutifs en quelques mains, ensuite par le choix de ministres motivé plutôt par leurs qualités d'hommes d'affaires et d'administrateurs que par leur expérience parlementaire, et en troisième lieu par une part de collaboration plus généreuse accordée à l'élément ouvrier. Nous nous sommes rendus compte de l'impossibilité de faire la guerre sans l'appui entier de la classe ouvrière.

Le fait que l'organisation du nouveau cabinet se distingue de celle de l'ancien n'implique pas une critique envers la vieille forme de gouvernement. Ce rouage administratif bon pour la paix ne l'est pas pour la guerre, et un ministère de vingt-trois membres était un peu embarrassant pour la conduite des hostilités. Les Alliés ont subi désastre sur désastre à cause de leur lenteur à prendre des décisions. On ne peut faire la guerre avec un Sanhédrin. Voilà la raison de la constitution du cabinet actuel. Certains ministres parent aux attaques du dehors, tandis que le conseil de guerre tâche d'accomplir sa tâche à l'intérieur. Mais comme autrefois chaque ministre est responsable de l'administration et le gouvernement reste soumis au contrôle parlementaire qui doit rester l'autorité suprême, parce que le parlement représente la nation.

Un ministre a déjà parlé de la question du transport maritime. Jamais elle n'a été aussi vitale pour la nation que pendant cette guerre. Nous réquisitionnons tous les navires comme nous avons pris en mains l'exploitation des chemins de fer. La flotte marchande sera une flotte nationale au vrai sens du mot. Les prodigieux profits réalisés par les propriétaires de vaisseaux n'ont pas contribué dans une petite mesure à la hausse du coût de la vie. L'un des plus grands affreux du Royaume-Uni s'est chargé de cette besogne dans l'intérêt public. J'espère pouvoir bientôt révéler les mesures qu'il recommande de prendre non seulement au sujet du réquisitionnement des navires, mais aussi au sujet de l'impulsion à donner à la construction maritime.

LE PROBLEME DE L'ALIMENTATION

Le problème de l'alimentation est également un grave problème dont l'acuité grandirait si le gouvernement et la nation ne sont prêts à y mettre ordre sans retard. En temps normal, si la récolte fait défaut dans une partie du monde, l'Angleterre pouvait y suppléer en achetant pour sa subsistance d'un autre côté. Si la moisson manquait en Amérique on pouvait se reprendre en Russie ou dans l'Argentine, mais la récolte de l'Argentine a mauvaise mine et l'on ne peut se procurer le blé de la Russie ni de l'Australie. Dans les circonstances, le dernier gouvernement a décidé de nommer un dictateur des vivres, un homme d'expérience et un administrateur émérite. Il est assisté par l'un des plus grands experts en agriculture qu'il y ait en Chambre. On a compris qu'il faut demander aux meilleures têtes du pays de résoudre le problème. Ce problème est double, c'est une question de protection et de distribution. Il en résulte qu'il faut faire appel à toute la nation, afin qu'elle aide le gouvernement dans la distribution des ressources de sorte que personne ne souffrira de la faim, tandis que d'autres auront reçu plus que leur part.

Quant à la production, il faut utiliser chaque pouce de terrain disponible, et il faut accroître par tous les moyens la production du pays. Chacun doit comprendre qu'il est de son devoir d'augmenter le fonds auquel tout le monde puise. Par ce moyen seulement, la nation pourra remporter la victoire que nous attendons tous. Cela exige des sacrifices. Parlez au soldat qui a été témoin des horreurs des combats de la Somme. Il a beaucoup souffert, il a beaucoup risqué, tandis que vous vivez dans le confort et en sécurité chez vous. Que la nation offre en holocauste son confort, son luxe, sur l'autel consacré par les sacrifices des soldats. Décrétons pendant la guerre le carême national. La nation s'en portera mieux, moralement et physiquement, elle en sera anoblie. Ce qui fait la grandeur d'une nation ce n'est pas ce qu'elle gagne, mais ce qu'elle donne. Quand une nation fait de grands sacrifices comme je l'ai dit on ne doit pas totérer qu'un élément réalise des profits exorbitants à même les sacrifices des autres. L'ancien gouvernement avait pris beaucoup de mesures pour résoudre le problème. Le chancelier de l'échiquier et plusieurs autres ministres l'étudient maintenant attentivement, et le gouvernement espère qu'il pourra bientôt révéler ce qu'il va faire.

LA MOBILISATION DE LA MAIN-D'ŒUVRE

J'ai parlé jusqu'ici de la mobilisation financière, j'en viens maintenant à la mobilisation des ressources du pays au point de vue de la main-d'œuvre. Cette mobilisation est encore plus essentielle au succès que la première. Qu'on ne s'y trompe pas. Sans cela nous ne pourrions pas gagner. Ce n'est pas une question d'années, c'est une question de mois.

de semaines, peut-être, et à moins que chaque homme du pays ne soit appelé à rendre les services les plus utiles à sa patrie, la victoire sera peut-être hors de notre portée.

Le problème est simple. Il y a un an, nous avons décidé d'établir un contrôle complet sur toutes les forces vives de la nation, au point de vue militaire. Mais il est impossible d'enrégimenter un homme sans l'enlever à sa besogne. Nous voulons établir un tel mode de recrutement qu'aucun homme ne sera enrôlé qui puisse rendre de meilleurs services à son pays dans l'industrie. Nous devrions avoir le pouvoir de constater que tout homme non enrôlé accomplit réellement une besogne utile à la nation. Dans ce but, nous nous proposons de nommer un dictateur du service national, qui s'occupera de l'aspect militaire et civil de la question. Le côté militaire et civil des attributs de cette dictature sera complètement distinct. M. Chamberlain, le directeur du service national, va établir immédiatement un système d'enrôlement pour les ouvriers.

Nous ne nous proposons pas d'établir des changements au point de vue du service militaire, mais pour ce qui est du service civil nous allons faire le recensement des personnes qui travaillent volontairement à la fabrication des munitions. Je ne doute pas que nous allons trouver le nombre d'ouvriers qu'il faut, mais si cela devient impossible nous n'hésiterons pas à demander au parlement les pouvoirs nécessaires pour exécuter notre projet. La nation a droit aux services les plus efficaces de tous ses membres.

LA QUESTION IRLANDAISE

J'aurais voulu dire quelque chose, au sujet de l'Irlande, mais les circonstances m'ont empêché de consacrer mon attention à l'étude de ces problèmes. Je voudrais qu'il fût possible de dissiper le malentendu existant entre la Grande-Bretagne et l'Irlande, et qui depuis des siècles a été une source d'embarras et de misère pour l'une et de faiblesse pour l'autre. J'ai toujours considéré qu'y parvenir eût été une grande victoire pour les Alliés. Je me suis mis à la tâche une fois, mais j'ai échoué. Je me suis trouvé dans une atmosphère de méfiance et de soupçons. Si l'on pouvait écarter ces soupçons, je crois que nous accomplirions une réconciliation qui accroîtrait considérablement la force de l'Empire. Nous nous efforcerons par tous les moyens de créer l'atmosphère favorable. Nous demandons aux hommes de toute race, de toute croyance de nous aider non à résoudre un problème politique, mais à accomplir quelque chose qui contribuerait réellement à l'obtention de la victoire.

Après avoir fait allusion au projet de conférence impériale cité au début, M. Lloyd George parle des relations des Alliés. Au commencement de l'année, ajoute-t-il, j'ai énuméré les deux choses que nous devons rechercher : l'unité de but et l'unité d'action. Nous avons l'unité de but : Jamais alliés n'ont agi dans un plus grand accord, sans friction et sans malentendu. Mais quant à l'unité d'action, il reste à réaliser beaucoup de progrès. L'ennemi possède deux avantages, des lignes intérieures et la direction de la guerre confiée à une seule puissance dominante. Nous devons tenter d'atteindre la même fin par des moyens différents vu que ces avantages nous sont défaut. Nos avantages sont des avantages qui augmenteront avec le temps. Mais nous avons souffert d'une lenteur de décision et d'action. Avant de pouvoir mettre complètement en oeuvre leurs énormes ressources, les Alliés doivent trouver le moyen de prendre et de réaliser plus promptement des décisions. Les gouvernants doivent se consulter. Il faut que chaque pays de l'Entente pense moins qu'il doit s'occuper seulement de son front de bataille. Un front unique doit être davantage une réalité comme c'est le cas du côté de l'ennemi. Au début de la nouvelle administration, je souligne cela parce que je crois que cela est un des éléments essentiels de la victoire.

Dans sa péroraison, le premier ministre a parlé des relations amicales qu'il a toujours entretenues avec M. Asquith, malgré une divergence de tempéraments. Il a dit que nul n'admire davantage la brillante intelligence de l'ancien chef du gouvernement et n'a été plus heureux de l'avoir pour chef pendant 8 ans, mais pendant la guerre les sentiments d'amitié et les attaches de parti doivent céder devant des considérations plus hautes. M. Lloyd George a eu peu d'égard aux considérations de parti parce qu'il est d'avis que le triomphe de l'Alle-

gne serait le triomphe de la barbarie. Voilà pourquoi depuis la guerre, a dit l'orateur, je n'ai qu'une visée.

DISCOURS DE M. ASQUITH

Après avoir déclaré que son premier devoir était de féliciter M. Lloyd George, ce qu'il fait avec tout son coeur, pour son ascension au plus haut et important poste, l'ancien premier ministre, M. Asquith, a fait une brève allusion à la question de la paix.

"Le pays", dit-il, "vient de recevoir de l'Allemagne des propositions de paix, et on peut les appeler ainsi. À vrai dire, ces propositions sont rédigées dans la langue familière à l'arrogance prussienne. Mais comment se fait-il qu'après deux années de guerre, une puissance qui se dit consciente de sa supériorité militaire et de la victoire finale, commence à chuchoter — non, même à crier pour que le monde puisse l'entendre — le mot "paix" ?

"Est-ce le résultat d'un excès soudain de chevalerie ? Depuis quand le chancelier allemand est-il devenu si sensible aux conseils de l'humanité ?

"Nous devons chercher ailleurs la cause de ces propositions. Elles sont le résultat d'une nécessité militaire et économique. Nous désirons tous la paix, mais elle doit être honorable, non une paix honteuse. Il ne doit pas y avoir de compromis précaire et bâtarde. Ce doit être une paix qui assure la fin pour laquelle nous sommes entrés dans la guerre. Nous accepterions heureusement une telle paix. Nous devons répudier toute autre paix par honneur et, par dessus tout, à cause de la dette que nous devons à ceux qui ont donné leur vie pour le triomphe de la cause.

"Je ne vois rien dans la note de l'Allemagne qui nous fasse croire qu'elle est prête à nous donner réparation et garantie. Si les Allemands sont dans une telle humeur, s'ils sont prêts à nous donner une réparation pour le passé et des garanties pour l'avenir, laissons-les dire."

En félicitant M. Lloyd George, M. Asquith dit que s'il parle d'où il est, ce n'était pas parce qu'il prétendait être le leader de l'opposition. Il n'y a plus d'opposition et son plus grand désir serait de mettre à la disposition du gouvernement l'expérience qu'il a pu acquérir.

Tandis qu'il est doux d'être libéré d'un fardeau insupportable, continue M. Asquith, c'est aussi un regret de laisser inachevée la tâche à laquelle il travaillait depuis si longtemps. Il n'assume pas le rôle d'apologiste pour l'ancien gouvernement et il nie qu'il y ait eu des faiblesses de sa part.

L'ancien premier ministre a aussi parlé de la situation générale, disant :

"Les perspectives relativement aux finances et au transport sont sérieuses, mais pas à un tel point qu'il faille s'armer. Mais les difficultés ne seront pas réglées comme quelques-uns le pensent, par ceux qui prennent l'intrigue pour le travail et la véhémence pour la force."

DECLARATION A LA CHAMBRE DES LORDS.

Londres, 20. — En définissant la politique du gouvernement devant la Chambre des Lords, Earl Curzon, qui est membre du conseil de guerre, a dit :

"La politique du nouveau gouvernement est que la guerre doit être poursuivie jusqu'au triomphe final ; qu'il devra y avoir une ample réparation pour les sacrifices faits ; qu'une réparation entière soit faite par l'ennemi pour tous ses crimes ; et une garantie que ces crimes ne seront pas répétés et que les sacrifices n'auront pas été vains.

"Le gouvernement désire ardemment que la paix soit rétablie en Europe sur la base de l'existence libre et indépendante des nations grandes et petites, et en ce qui regarde ce pays, il doit être libéré de la menace du triomphe et de l'esprit de l'Allemagne.

"Notre réponse aux dernières offres de l'Allemagne doit être prompte et sûre. Ce n'est pas trop que de demander au peuple d'assumer pour quelques mois, les obligations que l'Allemagne s'est imposées à elle-même. La nation lutte pour sa propre existence et elle a droit au meilleur et entier dévouement de ses fils."

En faisant allusion à la situation de la Roumanie, lord Curzon dit que les succès de l'Allemagne ne sont pas si grands qu'elle le prétend.

"On reçoit tous les jours la preuve de l'embarras désespéré de l'Allemagne, tant chez elle que sur les champs de bataille", dit-il. "La position des empires centraux n'est

pas si bonne qu'ils voudraient le faire croire au monde. Notre attitude ne doit pas révéler que nous sommes désespérés ou alarmés.

Lord Curzon a parlé pendant une heure et vingt minutes, et il fut suivi par le marquis de Crewe, lord président du conseil dans l'ancien gouvernement, qui approuve en général la politique définie par son successeur, lord Curzon, concernant la paix. Il dit :

« Nous n'avons pas beaucoup d'espoir que les offres de paix allemandes nous mènent à quelque chose. Ces offres, cependant, semblent constituer un indice de la pression toujours grandissante de notre côté. Si la paix était faite sur les termes allemands, bien que la présente génération ne verrait pas une autre guerre, qui peut dire que nos enfants ne seraient pas témoins d'une guerre avec plus d'horreurs ? Nous devons poursuivre la guerre jusqu'au dernier homme, jusqu'au dernier sou. »